

Entraide et Fraternité – Positionnement politique Le traité transatlantique¹ (TTIP) et l'Accord Economique et Commercial Global² (CETA)

1. Au-delà du débat entre défenseurs du libre-échange et « altermondialistes » : les dangers pour la démocratie.

Être pour ou contre le TTIP ne tient pas uniquement de la défense d'un modèle économique particulier. S'agissant d'un traité bien plus ample qu'un traité de libre-échange classique ne portant que sur la réduction des droits de douanes³, d'autres enjeux fondamentaux sont en jeu, touchant notamment aux principes fondateurs de la démocratie.

La transparence est totalement absente des négociations du TTIP, la discrétion étant présentée comme une nécessité par les instances négociatrices de Bruxelles et de Washington. Ce positionnement est curieux car dans des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où se négocient également des traités commerciaux, les pays publient leurs positions et le contenu des négociations. Il y a donc dans les négociations du TTIP une rétention volontaire de l'information qui est fondamentalement antidémocratique. L'impact qu'aura ce traité sur la vie quotidienne de tous les citoyens européens et états-unis, s'il est ratifié, demande une transparence et une participation de tous les secteurs de la société.

Par la mise en place d'une protection forte des investisseurs étrangers, notamment par la création d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), il y aura, avec le TTIP, une rupture du principe démocratique selon lequel tous sont égaux face à la loi. En effet, dans le cas du RDIE, les investisseurs étrangers (et eux seuls) auront le droit de contester une législation qui les obligerait à revoir leurs bénéfices à la baisse. À l'inverse, ni les États ni les citoyens n'auront accès à ce mécanisme.

Laisser la possibilité à des entreprises multinationales de contester les législations des États, au seul motif que leurs bénéfices sont réduits, revient à accorder à ces entreprises un statut juridique comparable à celui de l'État, avec un impact supérieur encore, vu qu'elles seraient les seuls arbitres en cas de conflit ! Cela entraînera aussi une perte de souveraineté pour les États qui, de peur d'être poursuivis en justice par une entreprise étrangère, seront condamnés à l'immobilisme. Ceci limitera grandement leur capacité à répondre aux grands défis d'aujourd'hui et de demain (crise financière, crise alimentaire, crise climatique, crise de l'emploi...). Cela souligne clairement le choix politique de soumettre la démocratie aux caprices de la finance et des multinationales. Un tel projet de société ne peut qu'être refusé et combattu !

¹ Pour plus d'information sur le TTIP, se référer aux analyses d'Entraide et Fraternité disponibles à l'adresse suivante : <http://www.entraide.be/-Analyses->

² Il s'agit d'un traité de libre-échange liant l'UE et le Canada. Dans les faits, ce traité est semblable au TTIP. Pour cette raison, notre positionnement est commun aux deux traités.

³ En effet, le TTIP, en plus d'avoir la volonté de réduire au maximum les droits de douanes entre les deux partenaires commerciaux, veut aussi éliminer « les barrières non tarifaires », c'est-à-dire harmoniser les normes sanitaires, environnementales, sociales et sécuritaires.

2. L'impact économique réel : une solution pour sortir de la crise ?

Les arguments de la Commission européenne pour défendre le TTIP sont tirés de quatre études « indépendantes » qui, se basant sur des modèles économiques très optimistes⁴, « prévoient de faibles bénéfices⁵ économiques et le remplacement progressif de flux commerciaux intra-européens par des flux commerciaux transatlantiques⁶ ». Paradoxalement, il s'agit là d'une politique qui contribuera à favoriser la désintégration européenne, déjà entamée par la montée du nationalisme partout en Europe et aggravée par la crise économique. Ceci pose la question de savoir si une sortie de crise est possible par plus d'échanges transatlantiques et moins de solidarité européenne.

La Commission européenne affirme compter sur ce traité (ainsi que sur l'Accord Economique et Commercial Global entre l'UE et le Canada⁷) pour relancer la croissance et créer de l'emploi. Cependant, une étude récente de l'Université de TUFTS au Massachusetts⁸, considérée comme réellement indépendante et basée sur un modèle économique reconnu et réaliste, infirme cet argument. En effet, selon cette étude, le TTIP pourrait avoir des impacts négatifs sur l'économie de l'Union. Sont en effet à prévoir : des pertes nettes en termes d'export (jusqu'à 2,07% du PIB pour la France), des pertes nettes en termes de PIB (-0,50% pour le nord de l'Europe), une baisse des salaires et des pertes massives d'emplois (près de 600 000 dans toutes l'Europe). Ces pertes seraient accompagnées d'un transfert des revenus du travail vers les revenus du capital. Ceci signifie une augmentation de la pression sur les travailleurs et des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres, sources de tensions sociales.

Les résultats avancés par cette étude sont plausible car c'est ce genre d'effet qu'ont eu des traités comme l'ALENA⁹. Dès lors pourquoi continuer à proposer des solutions qui ont déjà montré leur inefficacité par le passé ?

3. Qu'en est-il pour les populations les plus vulnérables ?

Comme nous le voyons depuis 2008, les crises économiques affectent en premier lieu les plus vulnérables tout en augmentant leur nombre. En effet, les personnes les plus vulnérables (les pauvres, les affamés, les malades, les femmes et les enfants...) dépendent dans une large mesure du soutien qui leur est accordé par l'État en matière de logement, de santé, d'éducation, d'aide sociale... Or, en temps de crise, les États tendent à réduire leurs dépenses dans ces secteurs. De plus, le ralentissement de l'économie entraîne des pertes massives d'emplois. Les victimes de ces licenciements rejoignent alors les rangs des plus vulnérables, augmentant la pression sur les services sociaux de l'État.

Comme nous l'avons vu plus haut, le TTIP sera directement un facteur aggravant la crise économique. Le traité affecterait donc durement les populations vulnérables, notamment par le nivellement par le bas des normes de protections sociales, sanitaires, environnementales et autres... En effet, un des objectifs de l'UE, via ce traité, est d'aligner les normes et les procédures des deux

⁴ Une étude conduite par le *Center for Economic Policy Research* se base sur une situation de plein emploi en Europe, ce qui est peu réaliste.

⁵ Par exemple, l'étude conduite par le *Center for Economic Policy Research* (dont l'indépendance est largement mise en doute) prévoit une augmentation du revenu des foyers européens de seulement 545 euros par an.

⁶ http://ase.tufts.edu/gdae/Pubs/wp/14-03CapaldoTTIP_ES_French.pdf

⁷ Ce traité, semblable au TTIP dans son contenu, est en cours de traduction à la Commission européenne, il sera prochainement soumis à la ratification du Parlement européen et le Conseil de l'UE.

⁸ <http://ase.tufts.edu/gdae/Pubs/wp/14-03CapaldoTTIP.pdf>

⁹ Accord de Libre Echange Nord-Américain



côtés de l'Atlantique. En effet, ces normes étant vues par la Commission comme des obstacles (alors qu'elles sont là pour protéger les citoyens européens), les standards européens s'aligneront sur les normes états-uniennes (plus faibles) plutôt que l'inverse, avec la bénédiction des multinationales.

Une réduction des normes censées protéger les citoyens augmentera leur vulnérabilité : moins de protection sociale et plus de problèmes de santé dus à une alimentation moins saine et à une augmentation de la pollution. Cette vulnérabilité accrue ne sera pas palliée par l'action de l'État. Cela leur sera tout simplement interdit au motif d'entrave au libre-échange, sanctionnée par le RDIE.

L'impact négatif du TTIP sur l'agriculture européenne

Depuis six ans, Entraide et Fraternité fait le constat que l'agriculture promue par les multinationales agroalimentaires a des impacts négatifs pour les producteurs (faible rémunération, travail indécent...), les consommateurs (faible qualité des aliments, opacité de la chaîne alimentaire...) et sur l'environnement (mode de production non durable, gaspillage extrême, transport sur de longues distances...). Parce que les négociations du TTIP sont influencées par le lobby de l'agrobusiness¹⁰, sans contrepoids de la société civile, il est hautement probable que ce traité favorise ce type d'agriculture. Nous sommes convaincus que nourrir le monde, dans un contexte de changement climatique, doit passer par une agriculture durable et paysanne, orientée sur la production et la consommation locale. Le TTIP ne va pas dans ce sens. Il met en danger la capacité des Européens à se nourrir dans le futur.

De plus, l'ouverture totale des frontières aux produits alimentaires issus des États-Unis va mettre en concurrence des modes d'agriculture inégaux. Les producteurs européens ne pourront faire face à la concurrence des produits agricoles américains. Avec pour conséquences la précarisation des populations rurales et, à terme, la disparition de l'agriculture européenne, par la faillite de l'agriculture paysanne, augmentant le risque d'insécurité alimentaire en Europe.

En conclusion

Parce qu'il représente un danger pour la démocratie, voire une attaque directe contre celle-ci, parce qu'il constitue une fausse réponse aux crises qui traversent l'Europe et le reste du monde et parce qu'il risque d'augmenter le nombre et la détresse des personnes vulnérables et de faire disparaître l'agriculture européenne, nous nous opposons fermement au TTIP.

Nous sommes convaincus que faire face aux crises climatiques, sociales et économiques, ne se fera ni par l'accroissement de la concurrence commerciale entre deux des plus grosses économies mondiales ni par des entreprises multinationales en recherche de profit.

C'est plutôt par la coopération des peuples dans la recherche de solutions durables qui renforcent la dignité humaine, protègent la démocratie, l'égalité et respectent l'environnement que l'humanité sera capable de faire face aux défis du 21^e siècle.

Comme le pape François, nous prônons un retour aux valeurs humanistes qui ont façonné l'Europe. Comme lui, nous exhortons les décideurs européens à placer au centre de leurs politiques « *l'Homme comme personne dotée d'une dignité transcendante* » et à combattre les situations « *dans lesquelles les êtres humains sont traités comme des objets dont on peut programmer la conception, la*

¹⁰ <http://corporateurope.org/international-trade/2014/07/who-lobbies-most-ttip>



configuration et l'utilité, et qui ensuite peuvent être jetés quand ils ne servent plus, parce qu'ils deviennent faibles, malades ou vieux ¹¹».

¹¹ Extraits du discours prononcé par le Pape François au Parlement européen le 25 novembre 2014